

N° 5229⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

relative à la concurrence

* * *

AMENDEMENTS ADOPTES PAR LA COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE L'ENERGIE, DES POSTES ET DES TRANSPORTS

DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT

(23.3.2004)

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 19(2) de la loi portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre des amendements au projet de loi sous rubrique adoptés par la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports dans sa réunion du 18 mars 2004.

Amendement No 1: nouvel article 12: Engagements

Il est introduit un nouvel article libellé comme suit:

„Art. 12.– Engagements

(1) Lorsque le Conseil envisage d'adopter une décision exigeant la cessation d'une infraction et que les entreprises concernées offrent des engagements de nature à répondre aux préoccupations dont le Conseil les a informées dans son évaluation préliminaire, le Conseil peut, par voie de décision, rendre ces engagements obligatoires pour les entreprises. La décision peut être adoptée pour une durée déterminée et conclut qu'il n'y a plus lieu que le Conseil agisse.

(2) Le Conseil peut rouvrir la procédure, sur demande ou de sa propre initiative:

- a) si l'un des faits sur lesquels la décision repose subit un changement important;
- b) si les entreprises concernées contreviennent à leurs engagements; ou
- c) si la décision repose sur des informations incomplètes, inexactes ou dénaturées fournies par les parties.“

Par conséquent, les articles suivants et les références à ces articles sont renumérotés.

Motivation

Suite à l'observation finale du Conseil d'Etat exprimée dans son avis du 16 mars 2004, il est proposé d'introduire en droit national les mêmes dispositions que celles prévues à l'article 9 du Règlement (CE) No 1/2003.

Amendement No 2: article 15, nouvel article 16: Inspections dans d'autres locaux

L'article 16 est amendé comme suit:

„Art. 16.– Inspection d'autres locaux

(1) S'il existe un soupçon raisonnable que des livres ou autres documents professionnels liés au domaine faisant l'objet de l'inspection qui pourraient être pertinents pour prouver une violation

grave des articles 3 à 5 de la présente loi ou des articles 81 ou 82 du Traité sont conservés dans d'autres locaux, terrains et moyens de transport, y compris au domicile des chefs d'entreprises, des dirigeants et des autres membres du personnel des entreprises et associations d'entreprises concernées, l'Inspection peut procéder à une inspection dans ces autres locaux, terrains et moyens de transport.

(2) Les enquêteurs peuvent prendre ou obtenir la communication des livres, factures et tous autres documents professionnels et en prendre copie, recueillir sur convocation ou sur place, les renseignements et justifications.

Ils devront en tout état de cause présenter au dirigeant de l'entreprise ou à l'occupant des lieux ou à leur représentant le mandat délivré par le rapporteur général ou le rapporteur délégué.

Ce mandat doit contenir, sous peine de nullité, l'objet de l'inspection et son but.

(3) Les enquêteurs ne peuvent procéder aux perquisitions, ainsi qu'à la saisie de documents, que sur autorisation délivrée par ordonnance du président du tribunal d'arrondissement compétent *ratione loci* ou le magistrat qui le remplace. Si l'enquête doit se faire dans les deux arrondissements, une ordonnance unique délivrée par l'un des présidents compétents est suffisante.

Le juge doit vérifier que la demande d'autorisation qui lui est soumise par le rapporteur général ou le rapporteur délégué de l'Inspection de la concurrence est justifiée et proportionnée au but recherché; cette demande doit comporter tous les éléments d'information de nature à justifier la perquisition.

L'autorisation du juge doit indiquer, sous peine de nullité, l'objet de la perquisition et son but.

(4) La perquisition et la saisie s'effectuent sous l'autorité et le contrôle du juge qui les a autorisées. Il désigne un ou plusieurs officiers de police judiciaire chargés d'assister à ces opérations et de le tenir informé de leur déroulement. Si les nécessités de l'enquête l'exigent, le juge peut, après en avoir donné avis au procureur d'Etat de son tribunal, se transporter avec son greffier dans toute l'étendue du territoire national pour assister aux perquisitions.

Le juge assisté de son greffier peut se rendre dans les locaux pendant l'intervention. A tout moment, il peut décider la suspension ou l'arrêt de la perquisition.

(5) L'ordonnance visée au premier alinéa du paragraphe 3 est susceptible des voies de recours comme en matière d'ordonnances du juge d'instruction. Les voies de recours ne sont pas suspensives.

(6) La perquisition ne peut commencer avant six heures trente minutes ni après vingt heures.

(7) La perquisition doit être effectuée en présence du dirigeant de l'entreprise ou de l'occupant des lieux ou de leur représentant.

Les enquêteurs, le dirigeant ou l'occupant ou leur représentant ainsi que les officiers de police judiciaire peuvent seuls prendre connaissance des pièces et documents avant leur saisie.

(8) Les objets et documents et autres choses saisis sont inventoriés dans le procès-verbal. Si leur inventaire sur place présente des difficultés, ils font l'objet de scellés jusqu'au moment de leur inventaire, en présence des personnes qui ont assisté à la perquisition.

(9) Le procès-verbal des perquisitions et des saisies est signé par le dirigeant de l'entreprise ou l'occupant des lieux ou leur représentant et par les personnes qui y ont assisté; en cas de refus de signer, le procès-verbal en fait mention. Il leur est laissée copie du procès-verbal.

(10) La présence de l'avocat est autorisée pendant toute la procédure de perquisition et de saisie.

(11) Les objets et documents et autres choses saisis sont déposés à l'Inspection de la concurrence ou confiés à un gardien de la saisie.

(12) Le rapporteur général ou le rapporteur délégué peuvent ordonner d'office et à tout moment la mainlevée totale ou partielle des saisies effectuées.

(13) Les intéressés peuvent obtenir, à leurs frais, copie ou photocopie des documents saisis."

Motivation

Compte tenu du fait que le Conseil d'Etat n'a pas proposé de texte concernant cet article, il est proposé, plutôt que de simplement renvoyer à l'article précédent, de reproduire les dispositions (alinéas 2 à 13) proposées par le Conseil d'Etat pour l'article 14 (nouvel article 15).

Amendement No 3: article 17, nouvel article 18: Amendes

L'article 18 est amendé comme suit:

„Art. 18.– Amendes

(1) Le Conseil peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des amendes, lorsque, intentionnellement ou non,

- 1) elles fournissent un renseignement inexact ou dénaturé en réponse à une demande faite en application de l'article 13, paragraphe 2;
- 2) en réponse à une demande faite par voie de décision prise en application de l'article 13, paragraphe 3, elles fournissent un renseignement inexact, incomplet ou dénaturé ou ne fournissent pas un renseignement dans le délai prescrit;
- 3) elles présentent de façon incomplète, lors des inspections effectuées au titre de l'article 15, les livres ou autres documents professionnels requis, ou ne se soumettent pas aux inspections ordonnées par voie de décision prise en application de l'article 15, paragraphes 2 et 4;
- 4) elles commettent une infraction aux dispositions des articles 3 à 5 de la présente loi ou aux articles 81 ou 82 du Traité; ou
- 5) elles contreviennent à une décision ordonnant des mesures provisoires prises au titre de l'article 11 ou à une décision prise au titre de l'article 12.

(2) Les amendes prévues au paragraphe précédent sont proportionnées à la gravité et à la durée des faits reprochés, à l'importance du dommage causé à l'économie, à la situation de l'entreprise sanctionnée ou du groupe auquel l'entreprise appartient et à l'éventuelle réitération de pratiques prohibées par la présente loi.

Les amendes sont déterminées individuellement pour chaque entreprise sanctionnée et de façon motivée pour chaque amende.

Le montant maximum de l'amende prononcé sur base des paragraphes précédents est de 10 pour cent du montant du chiffre d'affaires mondial hors taxes le plus élevé réalisé au cours d'un des exercices clos depuis l'exercice précédant celui au cours duquel les pratiques ont été mises en œuvre. Si les comptes de l'entreprise concernée ont été consolidés ou combinés en vertu des textes applicables à sa forme sociale, le chiffre d'affaires pris en compte est celui figurant dans les comptes consolidés ou combinés de l'entreprise consolidante ou combinante.

(3) Sont tenus de fournir les renseignements demandés les propriétaires des entreprises exploitées par des personnes physiques ou leurs représentants légaux détenteurs de l'autorisation d'établissement, inscrits ou non au Registre de commerce et des sociétés. Pour les entreprises exploitées sous forme de société ou d'association, il s'agit des gérants, administrateurs délégués ou, en cas de défaut, des présidents du conseil d'administration ou administrateurs, ou autres dirigeants effectifs de droit ou de fait. Les avocats dûment mandatés peuvent fournir les renseignements demandés au nom de leurs mandants. Ces derniers restent pleinement responsables du caractère complet, exact et non dénaturé des renseignements fournis.

(4) Le recouvrement des amendes est confié à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.“

Motivation

Compte tenu du fait que le nouvel alinéa 2 du nouvel article 18 précise que les amendes sont proportionnées à la gravité et à la durée des faits, la référence à ces deux critères d'appréciation des amendes prévue à l'alinéa 4 devient superflue. Le point 4 du premier paragraphe est supprimé puisque les propositions faites par le Conseil d'Etat relatives à l'article 14 (nouvel article 15) ont été retenues par la Commission parlementaire.

**Amendement No 4: article 23, nouvel article 24: Accès au dossier,
audition des parties, des plaignants et des autres parties**

L'article 24 est amendé comme suit:

„Art. 24.– Accès au dossier, audition des parties, des plaignants et des autres parties

(1) Les parties ont accès au dossier à la base de la communication des griefs qui leur est adressée et peuvent prendre librement connaissance de toutes les pièces qui seront ajoutées par la suite.

Tous les documents sont mis à la disposition des parties ou de leurs mandataires dans les bureaux de l'Inspection, à compter du jour de l'envoi de la communication des griefs ainsi que huit jours avant toute mesure d'instruction.

Les personnes habilitées à consulter le dossier peuvent librement prendre copie des documents mis à leur disposition.

(2) Les secrets d'affaires ou les informations confidentielles transmises par les entreprises au cours de l'enquête et dont elles ont sollicité la non-divulgaration par une demande écrite et spécialement motivée, ne sont pas communicables lorsque la confidentialité de tout ou partie de ces documents est avérée.

(3) Il appartient aux entreprises ou aux personnes intéressées de revendiquer auprès du rapporteur général ou de son délégué le caractère secret ou confidentiel des informations qu'elles ont communiquées. Lorsqu'il estime que la divulgation de tout ou partie des documents risquerait de leur causer un préjudice, le rapporteur général ou son délégué demande aux entreprises concernées ou aux personnes intéressées de préciser la nature des informations qu'elles estiment couvertes par le secret des affaires ou la confidentialité.

(4) Les décisions du rapporteur général ou de son délégué refusant totalement ou partiellement de faire droit aux demandes de confidentialité présentées par les entreprises ou les personnes intéressées sont notifiées aux entreprises par lettre recommandée avec accusé de réception en indiquant les délais et voies de recours ouverts contre la décision.

(5) Avant de prendre les décisions prévues aux articles 10, 11 et 18, premier paragraphe, 5) et paragraphe 2, le Conseil donne aux entreprises et associations d'entreprises, lors d'une audition qui a lieu dans les deux mois qui suivent la notification de la communication des griefs, l'occasion de faire connaître leur point de vue au sujet des griefs retenus.

Lors de l'audition, le Conseil entend successivement le rapporteur, les parties plaignantes, le ministre ayant dans ses attributions l'Economie ou son représentant, muni d'un pouvoir spécial, et les parties poursuivies.

Si le Conseil le juge nécessaire, il peut également, lors d'une audition, entendre d'autres personnes physiques ou morales. Si des personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt suffisant demandent à être entendues, il doit être fait droit à leur demande.“

Motivation

Le Conseil d'Etat s'oppose formellement aux dispositions contenues à l'article 23 du projet de loi déposé en argumentant que l'introduction de règles relatives à la protection de la confidentialité violerait la Convention européenne des droits de l'homme, en particulier l'article 6.

Suivre le raisonnement du Conseil d'Etat et ne pas introduire de telles dispositions en droit national aurait probablement comme conséquence pratique qu'aucune entreprise ne saisirait le Conseil de la concurrence.

La protection des secrets d'affaires ou d'industrie est expressément visée à l'article 287 du Traité et reconnue depuis longtemps par la jurisprudence de la Cour de justice des communautés européennes. Selon la jurisprudence de la Cour de justice des communautés européennes (notamment Arrêt AKZO du 24.6.1986 – affaire 53/85, Rec. 1986, p. 1965), le règlement No 17 impose à la Commission l'obligation de tenir compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués. Comme l'a soulevé le Conseil d'Etat, le règlement (CE) No 1/2003 ne prévoit pas de règles précises à cet égard. Mais, l'article 28 de ce règlement permet à la Commission de tenir compte de la confidentialité. Des règles précises concernant l'accès au dossier ont été fixées dans une communication

de la Commission relative aux règles de procédure interne pour le traitement des demandes d'accès au dossier dans les cas d'application des articles 85 et 86 du traité CE, des articles 65 et 66 du traité CECA et du règlement (CEE) No 4064/89 du Conseil. Cette communication s'applique aussi au règlement No 17. Il convient encore de préciser que la Commission détaillera ces règles dans le nouveau règlement de procédure qui sera adopté par la Commission avant le 1er mai 2004.

Tout en comprenant les craintes du Conseil d'Etat, la Commission parlementaire ne saurait suivre le raisonnement du Conseil d'Etat consistant à dire que l'introduction de règles relatives à la protection de la confidentialité violerait l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Il ne faut pas oublier que le Conseil de la concurrence et l'Inspection ne sont pas des juridictions, mais des autorités administratives. L'on ne saurait appliquer les règles relatives à l'accès au dossier telles que prévues pour les autorités judiciaires aux entités en question.

Il convient de remarquer que les chambres professionnelles, dans leur avis commun du 29 janvier 2004, n'ont pas formulé de critiques relatives à l'existence de telles dispositions.

Finalement, la Commission parlementaire tient à préciser que la pratique administrative actuelle (Commission des pratiques commerciales restrictives) ainsi que la jurisprudence administrative luxembourgeoise reconnaissent déjà le droit à la protection des secrets d'affaires et d'industrie.

En raison des explications développées ci-avant, la Commission parlementaire propose de maintenir les règles relatives à la confidentialité. Le texte proposé est légèrement allégé par rapport au projet de loi déposé.

Amendement No 5: article 24, nouvel article 25: Secret professionnel

L'article 25 est complété par deux nouveaux paragraphes libellés comme suit:

„Art. 25.– *Secret professionnel*

(1) ...

(2) Les membres du Conseil et les agents de l'Inspection sont tenus de garder le secret des délibérations et des informations qui leur auraient été fournies dans l'accomplissement de leurs fonctions.

(3) Les informations recueillies en application de la présente loi ne peuvent être utilisées qu'aux fins auxquelles elles ont été recueillies.“

Motivation

Suite aux remarques du Conseil d'Etat, il est proposé d'introduire des dispositions relatives au secret des délibérations et des informations (reprises de l'article 10 de la loi modifiée du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives) et d'introduire en droit national le même principe que celui prévu à l'article 28, premier point du règlement (CE) No 1/2003.

Amendement No 6: article 27, nouvel article 28: Assistance à la Commission européenne

L'article 28 est amendé comme suit:

„Art. 28.– *Assistance à la Commission européenne*

(1) Le Conseil et l'Inspection sont les autorités compétentes à l'effet de recueillir les communications et d'assumer les devoirs respectivement visés aux articles 11, 12, 14, 15, 18 à 21 et 29 du Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du Traité et aux articles 6, 9, 11, 12, 13, 19 et 24 du Règlement (CE) No 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises.

Les fonctionnaires de la carrière supérieure et ceux de la carrière moyenne de l'Inspection sont habilités à procéder aux vérifications prescrites par la Commission des communautés européennes sur la base du Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 susdit ainsi qu'à celles visées aux articles 9, 12 et 13 du Règlement (CE) No 139/2004 susdit.

Aux effets ci-dessus, le rapporteur général ou le rapporteur délégué délivre à celui ou ceux des fonctionnaires ci-dessus un mandat écrit qui indique, sous peine de nullité, l'objet et le but des

enquêtes et vérifications. Les fonctionnaires sont investis des pouvoirs prévus à l'article 20, paragraphe 2, du Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 susdit ou à l'article 13, paragraphe 2, du Règlement (CE) No 139/2004 susdit.

(2) Lorsque les fonctionnaires mandatés sont appelés à prêter assistance à la Commission européenne au titre de l'article 13 du Règlement (CE) No 139/2004 susdit, une autorisation délivrée par ordonnance du président du tribunal d'arrondissement compétent est requise. La procédure applicable est celle prévue aux alinéas 3 à 13 de l'article 15 de la présente loi.

L'assistance de la force publique peut être réquisitionnée.

(3) Lorsque les fonctionnaires mandatés sont appelés à prêter assistance à la Commission européenne au titre de l'article 21 du Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 susdit, une autorisation délivrée par ordonnance du président du tribunal d'arrondissement compétent est requise. La procédure applicable est celle prévue aux alinéas 3 à 13 de l'article 16 de la présente loi.

L'assistance de la force publique peut être réquisitionnée."

Motivation

Suite aux remarques du Conseil d'Etat, le texte doit être remanié dans un souci de cohérence avec les dispositions précédentes.

Amendement No 7: article 31, nouvel article 32: dispositions modificatives et abrogatoires

Le quatrième alinéa de l'article 32 est amendé comme suit:

„Toutefois, le règlement grand-ducal du 13 décembre 1988 concernant les prix des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués et le règlement grand-ducal du 14 mai 2001 fixant des prix maxima pour courses de taxi, pris sur base de l'article 2, alinéa 2 de la présente loi ainsi que le règlement grand-ducal du 7 septembre 2001 relatif à l'indication des prix des produits et services restent en vigueur. Les infractions à ces règlements sont punies d'une amende de 251 à 50.000 euros."

Motivation

La Commission parlementaire estime que les conditions prévues à l'article 2, alinéa 2 du projet de loi sont remplies afin de justifier le maintien des deux règlements grand-ducaux en question (taxis et spécialités pharmaceutiques).

Concernant le secteur des taxis, compte tenu du fait que l'on est en présence d'une clientèle captive, il y a lieu de maintenir le règlement grand-ducal en question.

Concernant le secteur des spécialités pharmaceutiques, il y a lieu de préciser qu'une abolition pure et simple de ce règlement grand-ducal sans réforme simultanée du système de remboursement opéré par les caisses de maladie n'est pas envisageable à l'heure actuelle.

Amendement No 8: article 30, nouvel article 31: Dispositions spécifiques

La référence „à partir du grade d'inspecteur" mentionnée à l'alinéa 2 de l'article 31 est supprimée.

Motivation

Afin de ne pas courir le risque d'être en manque de ressources face à une demande d'assistance de la Commission européenne, il est proposé de ne pas exiger le grade d'inspecteur pour les fonctionnaires relevant de la carrière moyenne, fonctionnaires susceptibles de prêter assistance à la Commission européenne. Il convient de préciser qu'une telle exigence n'est pas prévue dans le domaine de l'assistance à prêter à la Commission au titre du règlement (CE) No 1/2003 et au titre du règlement (CE) No 139/2004 et ceci conformément aux remarques du Conseil d'Etat.

Tenant compte du fait que le règlement (CE) No 1/2003 et le règlement (CE) No 139/2004 sont directement applicables à partir du 1er mai 2004 et que le Luxembourg doit pouvoir disposer d'une autorité compétente pour appliquer dès le 1er mai 2004 directement les articles 81 et 82 du Traité, ce projet de loi revêt incontestablement un caractère urgent et je vous saurai gré d'émettre votre avis complémentaire dans les plus brefs délais.

Une nouvelle version coordonnée du projet de loi est annexée à la présente, à titre indicatif.

Copie de la présente est envoyée pour information au Ministre aux Relations avec le Parlement et au Ministre de l'Economie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Jean SPAUTZ

Président de la Chambre des Députés

*

NOUVELLE VERSION COORDONNEE DU PROJET DE LOI

Art. 1. *Champ d'application*

~~A défaut de dispositions législatives contraires, la présente loi est applicable à toutes les activités de production et de distribution de biens et de prestation de services, y compris celles qui sont le fait de personnes publiques.~~

La présente loi s'applique à toutes les activités de production et de distribution de biens et de prestations de services, y compris celles qui sont le fait de personnes de droit public, sauf dispositions législatives contraires.¹

Chapitre I – *De la concurrence sur le marché*

Art. 2. *Liberté des prix*

Les prix des biens, produits et services² sont librement déterminés par le jeu de la concurrence.

Toutefois, lorsque la concurrence par les prix est insuffisante dans des secteurs déterminés en raison, soit de la structure ~~de l'offre ou de la demande~~ du marché³, soit d'une impossibilité pour la clientèle de bénéficier des avantages du marché, soit de dispositions législatives ou ~~réglementaires impératives⁴~~, des règlements grand-ducaux peuvent fixer les prix ou les marges applicables aux biens, produits ou services concernés.

Dans le cas d'un dysfonctionnement conjoncturel du marché dans un ou plusieurs secteurs d'activités déterminés consécutif à une situation de crise, à des circonstances exceptionnelles ou à une situation manifestement⁵ anormale du marché, des règlements grand-ducaux peuvent arrêter des mesures temporaires contre les hausses ou les baisses de prix excessives. Ces règlements grand-ducaux précisent la durée de validité des mesures prises qui ne peut excéder six mois.

Le ministre ayant dans ses attributions l'Economie, ci-après dénommé le ministre⁶, peut, dans le secteur des produits pétroliers, conclure des contrats de programme avec des entreprises du secteur comportant des engagements relatifs au niveau des prix maxima. Les contrats sont conclus pour une durée indéterminée. A défaut de conclusion de contrats de programme, des prix maxima peuvent être fixés par règlement grand-ducal.⁷ ~~le ministre ayant dans ses attributions l'Economie peut fixer des prix maxima.~~ Les entreprises ne peuvent pas dépasser les prix maxima.

1 Page 6, avis du Conseil d'Etat.

2 Page 6, avis du Conseil d'Etat.

3 Page 6, avis du Conseil d'Etat.

4 Page 6, avis du Conseil d'Etat.

5 Page 7, avis du Conseil d'Etat.

6 Page 7, avis du Conseil d'Etat.

7 Page 7, avis du Conseil d'Etat.

Les infractions aux règlements pris en application des alinéas 2 ou 3 du présent article sont punies d'une amende de 251 à 50.000 euros.

Art. 3. Interdiction des ententes

Les accords, décisions ou pratiques concertés interdits en vertu de dispositions du présent article sont nuls de plein droit.⁸

Sont interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché et notamment ceux qui consistent à:

- 1) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transactions;
- 2) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements;
- 3) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement;
- 4) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence;
- 5) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation par les partenaires de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

Art. 4. Nullité de plein droit des ententes et exemptions Exceptions à l'interdiction des ententes⁹

Les dispositions de l'article 3 ne s'appliquent pas:

- aux accords ou catégorie d'accords entre entreprises,
- aux décisions ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises et
- aux pratiques concertées ou catégorie de pratiques concertées

~~(1) Les accords, décisions ou pratiques concertées interdits en vertu de l'article 3 sont nuls de plein droit.~~

~~(2) Toutefois, les dispositions de l'article 3 et du paragraphe 1er du présent article ne s'appliquent pas aux accords entre entreprises, aux décisions d'associations d'entreprises et aux pratiques concertées qui:~~

- ~~1) résultent de l'application d'un texte législatif ou réglementaire;~~
- ~~2) qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans:~~
 - ~~a) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs;~~
 - ~~b) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence.~~¹⁰

Art. 5. Interdiction des abus de position dominante

Est interdit le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le marché.

Ces pratiques abusives peuvent notamment consister à:

- 1) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables;
- 2) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs;

⁸ Page 7, avis du Conseil d'Etat.

⁹ Page 8, avis du Conseil d'Etat.

¹⁰ Page 8, avis du Conseil d'Etat, conforme à l'article 81, § 3 du Traité.

- 3) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence;
- 4) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation par les partenaires de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

Chapitre II – Du Conseil *indépendant*¹¹ de la concurrence et de l'Inspection de la concurrence

Art. 6. Missions, compétences et pouvoirs du Conseil

(1) Il est créé un Conseil *indépendant* de la concurrence (ci-après dénommé: „Conseil“), autorité administrative indépendante, chargée de veiller à l'application des articles 3 à 5 de la présente loi.¹²

(2) Le Conseil a la compétence pour appliquer les articles 81 et 82 du Traité instituant la Communauté européenne, CE (ci-après dénommé: „le Traité“).¹³ Il les applique, à titre exclusif,¹⁴ lorsque le commerce intracommunautaire est susceptible d'être affecté par une affaire qui lui est soumise.

(3) Le Conseil est l'autorité compétente pour retirer le bénéfice du Règlement (CE) No 2790/1999 de la Commission, du 22 décembre 1999, concernant l'application de l'article 81, paragraphe 3, du Traité à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées conformément à l'article 7 dudit Règlement.

(4) Le Conseil représente le Grand-Duché de Luxembourg dans le réseau des autorités européennes de la concurrence tel qu'institué par le Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du Traité.¹⁵

(5) Le Conseil organise ses travaux et établit son règlement intérieur.¹⁶

~~(5) Le Conseil bénéficie, pour l'instruction des affaires, de l'assistance de l'Inspection de la concurrence créée au sein des services du ministre ayant dans ses attributions l'Economie (ci-après dénommée: „Inspection“).~~¹⁷

~~(6) Le Conseil et l'Inspection exercent leurs fonctions en toute indépendance vis-à-vis du Gouvernement.~~¹⁸

Art. 7. Composition, nomination et fonctionnement du Conseil

(1) Le Conseil est un organe collégial composé de trois conseillers dont un président, et de cinq conseillers suppléants. d'un Président, de deux conseillers et de trois conseillers suppléants nommés et révoqués par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement en Conseil. Le Président, les conseillers et les conseillers suppléants sont nommés par le Grand-Duc¹⁹ pour un terme de sept ans renouvelable. Le cadre du Conseil comprend dans la carrière supérieure de l'administration:

– un Président du Conseil indépendant de la concurrence.

Un conseiller et un conseiller suppléant relèvent de la magistrature. Les autres conseillers et conseillers suppléants sont choisis en raison de leurs compétences en matière économique ou en matière de droit de la concurrence.

¹¹ Page 8, avis du Conseil d'Etat.

¹² Page 8, avis du Conseil d'Etat.

¹³ Page 8, avis du Conseil d'Etat.

¹⁴ Page 9, avis du Conseil d'Etat.

¹⁵ Publié au Journal officiel des Communautés européennes L 1 du 4 janvier 2003, page 1 et suivantes.

¹⁶ Page 9, avis du Conseil d'Etat.

¹⁷ Page 9, avis du Conseil d'Etat.

¹⁸ Page 9, avis du Conseil d'Etat.

¹⁹ Page 10, avis du Conseil d'Etat.

Le Président et les membres du Conseil doivent être détenteurs d'un diplôme d'études universitaires sanctionnant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès en droit ou en sciences économiques.

Le Président, les conseillers et les conseillers suppléants ne peuvent être membre du Gouvernement, de la Chambre des Députés, du Conseil d'Etat ou du Parlement européen ni exercer une activité incompatible avec leur fonction.

Avant d'entrer en fonction, le Président du Conseil prête entre les mains du Grand-Duc ou de son représentant le serment suivant: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la constitution et aux lois de l'Etat. Je promets de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Avant d'entrer en fonction, les membres du Conseil prêtent entre les mains du Président du Conseil indépendant de la concurrence le serment suivant: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la constitution et aux lois de l'Etat. Je promets de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Avant d'entrer en fonction, le président du Conseil prête entre les mains du Grand-Duc ou de son représentant et les conseillers et conseillers suppléants entre les mains du président du Conseil le serment suivant: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat. Je promets de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“²⁰

En cas d'empêchement du Président, ses fonctions sont déléguées au conseiller ayant la plus grande ancienneté au sein du Conseil, et, en cas d'égalité d'ancienneté, au plus âgé.

Si, en cours de mandat, un membre du Conseil cesse d'exercer ses fonctions, le mandat de son successeur est limité à la période restant à courir.

~~La démission d'un membre du Conseil intervient de plein droit par l'atteinte de la limite d'âge de 65 ans.~~

Sa fonction cesse par l'atteinte de la limite d'âge fixée à 65 ans accomplis.²¹

~~(2) Le Président du Conseil a, pendant l'exercice de ses fonctions, la qualité de fonctionnaire de l'Etat.~~

~~En cas de cessation du mandat, le titulaire issu du secteur public est, sur sa demande, réintégré dans son administration d'origine à un emploi correspondant au traitement qu'il a touché précédemment, augmenté des échelons et majorations de l'indice se rapportant aux années de service passées comme Président du Conseil jusqu'à concurrence du dernier échelon du grade.~~

~~Pour le cas où le Président est issu de secteur privé, il reste affilié au régime de sécurité sociale auquel il était soumis pendant l'exercice de sa dernière occupation.~~

~~En cas de cessation de son mandat avant l'âge légal de retraite, le titulaire touche, pendant la durée maximale d'un an, une indemnité d'attente de 310 points indiciaires par an. Cette indemnité d'attente est réduite dans la mesure où l'intéressé touche un revenu professionnel ou bénéficie d'une pension personnelle.~~

~~Le Président, les conseillers et les conseillers suppléants du Conseil bénéficient d'une indemnité spéciale tenant compte de l'engagement requis par les fonctions, à fixer par le Gouvernement en Conseil.~~

(2) Le président du Conseil touche une indemnité correspondant au traitement d'un fonctionnaire de l'Etat dont la fonction est classée au grade 17 de la rubrique I „Administration générale“ de l'annexe A „Classification des fonctions“ de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Pendant l'exercice de sa fonction, les dispositions légales et réglementaires sur les traitements et pensions des fonctionnaires de l'Etat lui sont applicables.

Pour le cas où le président du Conseil est issu de la fonction publique, il est mis en congé pendant la durée de son mandat de son administration d'origine. Il continue à relever du régime de sécurité sociale correspondant à son statut. En cas de cessation de son mandat avant l'âge légal de retraite, le titulaire est, sur sa demande, réintégré dans son administration d'origine à un emploi correspondant au traite-

²⁰ Page 10, avis du Conseil d'Etat.

²¹ Page 11, avis du Conseil d'Etat.

ment qu'il a touché précédemment, augmenté des échelons et majorations de l'indice se rapportant aux années de service passées comme président du Conseil jusqu'à concurrence du dernier échelon du grade. A défaut de vacance de poste, il peut être créé un emploi hors cadre, correspondant à ce traitement. Cet emploi sera supprimé de plein droit à la première vacance qui se produira dans une fonction appropriée du cadre normal.

Pour le cas où le Président est issu du secteur privé, il reste affilié au régime de sécurité sociale auquel il était soumis pendant l'exercice de sa dernière occupation. En cas de cessation de son mandat avant l'âge légal de retraite, le titulaire touche, pendant la durée maximale d'un an, une indemnité d'attente de 310 points indiciaires par an. Cette indemnité d'attente est réduite dans la mesure où l'intéressé touche un revenu professionnel ou bénéficie d'une pension personnelle.

Le Président, les conseillers et les conseillers suppléants du Conseil bénéficient d'une indemnité spéciale tenant compte de l'engagement requis par les fonctions, à fixer par règlement grand-ducal.²²

(3) Sous peine de nullité des décisions du Conseil, les membres du Conseil ne peuvent intervenir dans une affaire lorsque celle-ci touche des intérêts directs ou indirects qu'ils détiennent dans une activité économique. Ils ne peuvent pas non plus intervenir dans une affaire dont ils avaient à connaître dans le cadre de fonctions exercées antérieurement à leur activité auprès du Conseil.

~~(4) Les décisions du Conseil sont publiées dans un Recueil spécial. Le Conseil établit un rapport annuel de ses activités. Le rapport est remis au ministre ayant dans ses attributions l'Economie et à la Chambre des Députés et sera remis à toute personne intéressée.~~

(4) Le Conseil établit un rapport annuel de ses activités qui reprend les décisions importantes prises par lui en prenant soin de préciser si ces décisions sont coulées en force de chose jugée. Le rapport est remis au ministre et à la Chambre des députés. Il sera tenu à la disposition de toute personne intéressée.²³

(5) Le secrétariat du Conseil est assuré par les services du ministre.²⁴

Art. 8. Composition, nomination, compétences et fonctionnement de l'Inspection de la concurrence

~~(1) L'Inspection est dirigée par le Président du Conseil. Lorsque le Conseil est saisi, son Président, ou son délégué, désigne sans délai un rapporteur.~~

~~Par arrêté du ministre ayant dans ses attributions l'Economie, des fonctionnaires de la carrière supérieure et de la carrière moyenne de l'Etat sont affectés ou détachés à temps plein et pour une durée de sept ans renouvelable à l'Inspection.~~

~~Les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'Etat affectés à l'Inspection exercent la mission de rapporteur du Conseil.~~

(1) Il est créé un service auprès du ministre, sous la dénomination Inspection de la concurrence, dénommée ci-après „Inspection“.

Sa mission consiste à recevoir les plaintes, à constater et à rechercher les infractions aux articles 3 à 5 de la présente loi.

Elle en rassemble les preuves et en saisit le Conseil.²⁵

~~(2) Les rapporteurs et les fonctionnaires de la carrière moyenne à partir du grade d'inspecteur ci-après dénommés les agents de l'Inspection, peuvent conduire toutes les investigations nécessaires pour l'application de la présente loi.~~

²² Page 11, avis du Conseil d'Etat.

²³ Page 12, avis du Conseil d'Etat.

²⁴ Page 12, avis du Conseil d'Etat.

²⁵ Page 12, avis du Conseil d'Etat.

(2) L'Inspection est dirigée par un rapporteur général qui instruit le fait ou délègue à cette fin un rapporteur.

Par arrêté du ministre, des fonctionnaires de la carrière supérieure et de la carrière moyenne de l'Etat sont désignés aux fonctions de rapporteur général, de rapporteur et d'inspecteur pour une durée de sept ans renouvelable.

Seuls les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'Etat peuvent exercer la mission de rapporteur général et de rapporteur.

(3) Le secrétariat de l'Inspection est assuré par les services du ministre.²⁶

~~(3) Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents de l'Inspection ainsi désignés ont la qualité d'officiers de police judiciaire. Leur compétence s'étend à tout le territoire du Grand-Duché. Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.~~

~~Avant d'entrer en fonction ils prêtent, devant le tribunal d'arrondissement de leur domicile, le serment suivant: „Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité et de garder le secret des faits qui sont venus à ma connaissance dans ou à l'occasion de l'exercice de mes fonctions“.~~

~~(4) Le Conseil établira son règlement intérieur qui doit être approuvé par le Gouvernement en Conseil et publié au Mémorial.²⁷~~

Art. 9. Saisine du Conseil

Le Conseil peut être saisi par toute personne physique ou morale faisant valoir un intérêt légitime ainsi que par le ministre ayant dans ses attributions l'Economie.

Il est saisi par lettre recommandée avec accusé de réception ou par déclaration au Conseil. La lettre de saisine devra contenir non seulement la description détaillée du fait dénoncé et son incrimination, mais également tous les éléments de son existence présumée.²⁸ Le Conseil peut aussi s'autosaisir.²⁹

Section I – Des décisions du Conseil

Art. 10. Constatation et cessation d'une infraction

Si le Conseil, saisi suivant les dispositions de l'article 9³⁰ ~~agissant d'office ou saisi d'une plainte~~, constate l'existence d'une infraction aux dispositions des articles 3 à 5 de la présente loi ou des articles 81 ou 82 du Traité, il peut obliger par voie de décision les entreprises et associations d'entreprises intéressées à mettre fin à l'infraction constatée. A cette fin, il peut leur imposer toute mesure corrective coercitive qui soit proportionnée à l'infraction retenue à charge de l'entreprise³¹ ~~commise~~ et nécessaire pour faire cesser effectivement l'infraction.

Art. 11. Mesures conservatoires

(1) Le Président du Conseil, ou son délégué, peut, après avoir entendu les parties en cause, prendre les mesures conservatoires qui lui sont demandées ~~ou qu'il juge nécessaires.³²~~

Ces mesures conservatoires ne peuvent intervenir que si la pratique dénoncée porte une atteinte grave, immédiate et irréparable à l'ordre public économique ou à l'entreprise plaignante.

Le Président du Conseil, ou son délégué, peut enjoindre aux parties de suspendre l'application des pratiques concernées ou de revenir à l'état antérieur. Les mesures conservatoires ordonnées par le Prési-

²⁶ Page 14, avis du Conseil d'Etat.

²⁷ Page 14, avis du Conseil d'Etat.

²⁸ Pages 14 et 15, avis du Conseil d'Etat.

²⁹ Page 15, avis du Conseil d'Etat.

³⁰ Page 15, avis du Conseil d'Etat.

³¹ Page 15, avis du Conseil d'Etat.

³² Page 15, avis du Conseil d'Etat.

dent du Conseil ou son délégué doivent être strictement limitées à ce qui est nécessaire pour faire face à l'urgence.

(2) ~~La décision du Président du Conseil ou de son délégué peut faire l'objet d'un recours en annulation par les parties en cause devant le Président du Tribunal Administratif au maximum un mois à partir de sa notification. Le Président du Tribunal Administratif statue dans les quinze jours suivant le dépôt du recours.~~

Le recours n'est pas suspensif. Toutefois, le Président du Tribunal Administratif peut ordonner, dès qu'il est saisi, qu'il soit sursis à l'exécution des mesures conservatoires.³³

(32) Une décision prise en application du paragraphe 1 est applicable pour une durée déterminée nécessaire pour prendre une décision exécutoire au fond et est renouvelable dans la mesure où cela est nécessaire et opportun.³⁴

Nouvel Art. 12. Engagements³⁵

(1) Lorsque le Conseil envisage d'adopter une décision exigeant la cessation d'une infraction et que les entreprises concernées offrent des engagements de nature à répondre aux préoccupations dont le Conseil les a informées dans son évaluation préliminaire, le Conseil peut, par voie de décision, rendre ces engagements obligatoires pour les entreprises. La décision peut être adoptée pour une durée déterminée et conclut qu'il n'y a plus lieu que le Conseil agisse.

(2) Le Conseil peut rouvrir la procédure, sur demande ou de sa propre initiative:

- a) si l'un des faits sur lesquels la décision repose subit un changement important;
- b) si les entreprises concernées contreviennent à leurs engagements; ou
- c) si la décision repose sur des informations incomplètes, inexactes ou dénaturées fournies par les parties.

Section II – Pouvoirs d'enquête

Art. 12 13. Demandes de renseignements

(1) Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par la présente loi, ~~le Conseil~~ l'Inspection peut, par simple demande ou par voie de décision, demander aux entreprises et associations d'entreprises de fournir tous les renseignements nécessaires.

(2) ~~Lorsqu'il~~ Lorsqu'elle envoie une simple demande de renseignements à une entreprise ou à une association d'entreprises, ~~le Conseil~~ l'Inspection indique, sous peine de nullité, la base juridique et le but de la demande, précise les renseignements demandés et fixe le délai dans lequel ils doivent être fournis, délai qui ne saurait être inférieur à un mois. ~~Il~~ Elle indique aussi les sanctions prévues à l'article 17 18 au cas où un renseignement inexact ou dénaturé serait fourni.

(3) Lorsque ~~le Conseil~~ l'Inspection demande par décision aux entreprises et associations d'entreprises de fournir des renseignements, ~~il~~ elle indique, sous peine de nullité, la base juridique et le but de la demande, précise les renseignements demandés et fixe le délai dans lequel ils doivent être fournis, délai qui ne saurait être inférieur à un mois. ~~Il~~ Elle indique également les sanctions prévues à l'article 17 18 et indique ~~ou inflige~~³⁶ les sanctions prévues à l'article 19 20 et les voies et délais de recours ouverts devant le tribunal administratif.³⁷

³³ Page 16, avis du Conseil d'Etat.

³⁴ Page 16, avis du Conseil d'Etat.

³⁵ Page 30, proposition du Conseil d'Etat. Suite à l'insertion d'un article supplémentaire, les articles suivant l'article 12 sont renumérotés et les références aux articles aussi.

³⁶ Doit être supprimé puisque l'Inspection ne peut pas infliger des amendes.

³⁷ Page 17, avis du Conseil d'Etat.

(4) ~~Sont tenus de fournir les renseignements demandés, au nom de l'entreprise ou de l'association d'entreprises concernées, les propriétaires des entreprises ou leurs représentants et, dans le cas de personnes morales, de sociétés ou d'associations n'ayant pas la personnalité juridique, les personnes chargées de les représenter selon la loi ou les statuts. Les avocats dûment mandatés peuvent fournir les renseignements demandés au nom de leurs mandants.~~³⁸

Art. 13 14. Pouvoirs de recueillir des déclarations

Pour l'accomplissement des ~~tâches~~ mesures d'enquête³⁹ ~~qui leur sont assignées par la présente loi, le Conseil et~~⁴⁰ l'Inspection ~~peuvent~~ peut interroger toute personne physique ou morale qui accepte d'être interrogée aux fins de la collecte d'informations relatives à l'objet d'une enquête. La présence d'un avocat pendant l'entretien est autorisée.

Art. 14 15. Pouvoirs en matière d'inspection

(1) Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par la présente loi, l'Inspection peut procéder à toutes les inspections nécessaires auprès des entreprises et associations d'entreprises concernées.

(2) Les enquêteurs peuvent accéder à tous locaux, terrains ou moyens de transport à usage professionnel, prendre ou obtenir la communication des livres, factures et tous autres documents professionnels et en prendre copie, recueillir sur convocation ou sur place, les renseignements et justifications.

Ils devront en tout état de cause présenter au dirigeant de l'entreprise ou à l'occupant des lieux ou à leur représentant le mandat délivré par le rapporteur général ou le rapporteur délégué.

Ce mandat doit contenir, sous peine de nullité, l'objet de l'inspection et son but.

(3) Les enquêteurs ne peuvent procéder aux perquisitions en tous lieux professionnels, ainsi qu'à la saisie de documents, que sur autorisation délivrée par ordonnance du président du tribunal d'arrondissement compétent ratione loci ou le magistrat qui le remplace. Si l'enquête doit se faire dans les deux arrondissements, une ordonnance unique délivrée par l'un des présidents compétents est suffisante.

Le juge doit vérifier que la demande d'autorisation qui lui est soumise par le rapporteur général ou le rapporteur délégué de l'Inspection de la concurrence est justifiée et proportionnée au but recherché; cette demande doit comporter tous les éléments d'information de nature à justifier la perquisition.

L'autorisation du juge doit indiquer, sous peine de nullité, l'objet de la perquisition et son but.

(4) La perquisition et la saisie s'effectuent sous l'autorité et le contrôle du juge qui les a autorisées. Il désigne un ou plusieurs officiers de police judiciaire chargés d'assister à ces opérations et de le tenir informé de leur déroulement. Si les nécessités de l'enquête l'exigent, le juge peut, après en avoir donné avis au procureur d'Etat de son tribunal, se transporter avec son greffier dans toute l'étendue du territoire national pour assister aux perquisitions.

Le juge assisté de son greffier peut se rendre dans les locaux pendant l'intervention. A tout moment, il peut décider la suspension ou l'arrêt de la perquisition.

(5) L'ordonnance visée au premier alinéa du paragraphe 3 est susceptible des voies de recours comme en matière d'ordonnances du juge d'instruction. Les voies de recours ne sont pas suspensives.

(6) La perquisition ne peut commencer avant six heures trente minutes ni après vingt heures.

(7) La perquisition doit être effectuée en présence du dirigeant de l'entreprise ou de l'occupant des lieux ou de leur représentant.

³⁸ Pages 17 et 18, avis du Conseil d'Etat.

³⁹ Page 18, avis du Conseil d'Etat.

⁴⁰ Page 18, avis du Conseil d'Etat.

Les enquêteurs, le dirigeant ou l'occupant ou leur représentant ainsi que les officiers de police judiciaire peuvent seuls prendre connaissance des pièces et documents avant leur saisie.

(8) Les objets et documents et autres choses saisis sont inventoriés dans le procès-verbal. Si leur inventaire sur place présente des difficultés, ils font l'objet de scellés jusqu'au moment de leur inventaire, en présence des personnes qui ont assisté à la perquisition.

(9) Le procès-verbal des perquisitions et des saisies est signé par le dirigeant de l'entreprise ou l'occupant des lieux ou leur représentant et par les personnes qui y ont assisté; en cas de refus de signer, le procès-verbal en fait mention. Il leur est laissé copie du procès-verbal.

(10) La présence de l'avocat est autorisée pendant toute la procédure de perquisition et de saisie.

(11) Les objets et documents et autres choses saisis sont déposés à l'Inspection de la concurrence ou confiés à un gardien de la saisie.

(12) Le rapporteur général ou le rapporteur délégué peuvent ordonner d'office et à tout moment la mainlevée totale ou partielle des saisies effectuées.

(13) Les intéressés peuvent obtenir, à leurs frais, copie ou photocopie des documents saisis.⁴¹

~~(1) Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par la présente loi, l'Inspection peut procéder à toutes les inspections nécessaires auprès des entreprises et associations d'entreprises.~~

~~(2) Les agents de l'Inspection et les autres personnes les accompagnant dûment mandatés par le Président du Conseil pour procéder à une inspection sont investis des pouvoirs suivants:~~

- ~~1) accéder à tous locaux, terrains et moyens de transport des entreprises et associations d'entreprises;~~
- ~~2) contrôler les livres ainsi que tout autre document professionnel, quel qu'en soit le support;~~
- ~~3) prendre ou obtenir sous quelque forme que ce soit copie ou extrait de ces livres ou documents;~~
- ~~4) demander à tout représentant ou membre du personnel de l'entreprise ou de l'association d'entreprises des explications sur des faits ou documents en rapport avec l'objet et le but de l'inspection et enregistrer ses réponses.~~

~~(3) Les agents de l'Inspection et les autres personnes les accompagnant dûment mandatés par le Président du Conseil pour procéder à une inspection exercent leurs pouvoirs sur production d'un mandat écrit qui indique, sous peine de nullité, l'objet et le but de l'inspection, ainsi que la sanction prévue à l'article 17 au cas où les livres ou autres documents professionnels qui sont requis seraient présentés de manière incomplète et où les réponses aux demandes faites en application du paragraphe 2 du présent article seraient inexactes ou dénaturées.~~

~~(4) Les entreprises et associations d'entreprises sont tenues de se soumettre aux inspections que le Président du Conseil a ordonnées par voie de décision. La décision indique l'objet et le but de l'inspection, fixe la date à laquelle elle commence et indique les sanctions prévues à l'article 17 et à l'article 19. La présence d'un avocat est autorisée.~~

~~(5) Lorsque les agents de l'Inspection ou les autres personnes les accompagnant dûment mandatés par le Président du Conseil constatent qu'une entreprise s'oppose à une inspection ordonnée en vertu du présent article, ils peuvent recourir à la force publique pour leur permettre d'exécuter leur mission d'inspection sans pouvoir saisir des documents.~~

~~(6) Sous peine de nullité de l'inspection, il est remis, contre récépissé au représentant de l'entreprise un document écrit rappelant les conditions visées ci-avant. La vérification commence nonobstant~~

⁴¹ Pages 19 et 20, avis du Conseil d'Etat.

l'absence de l'avocat et ne peut, sous peine de nullité, être commencée avant six heures trente ni après vingt heures.

Art. 15 16. Inspection d'autres locaux

(1) S'il existe un soupçon raisonnable que des livres ou autres documents professionnels liés au domaine faisant l'objet de l'inspection qui pourraient être pertinents pour prouver une violation grave ~~aux~~ des articles 3 à 5 de la présente loi ou ~~aux~~ des articles 81 ou 82 du Traité sont conservés dans d'autres locaux, terrains et moyens de transport, y compris au domicile des chefs d'entreprises, des dirigeants et des autres membres du personnel des entreprises et associations d'entreprises concernées, ~~le Conseil peut l'Inspection peut procéder ordonner par voie de décision qu'il soit procédé~~ à une inspection dans ces autres locaux, terrains et moyens de transport.⁴²

(2) Les enquêteurs peuvent prendre ou obtenir la communication des livres, factures et tous autres documents professionnels et en prendre copie, recueillir sur convocation ou sur place, les renseignements et justifications.

Ils devront en tout état de cause présenter au dirigeant de l'entreprise ou à l'occupant des lieux ou à leur représentant le mandat délivré par le rapporteur général ou le rapporteur délégué.

Ce mandat doit contenir, sous peine de nullité, l'objet de l'inspection et son but.

(3) Les enquêteurs ne peuvent procéder aux perquisitions, ainsi qu'à la saisie de documents, que sur autorisation délivrée par ordonnance du président du tribunal d'arrondissement compétent ratione loci ou le magistrat qui le remplace. Si l'enquête doit se faire dans les deux arrondissements, une ordonnance unique délivrée par l'un des présidents compétents est suffisante.

Le juge doit vérifier que la demande d'autorisation qui lui est soumise par le rapporteur général ou le rapporteur délégué de l'Inspection de la concurrence est justifiée et proportionnée au but recherché; cette demande doit comporter tous les éléments d'information de nature à justifier la perquisition.

L'autorisation du juge doit indiquer, sous peine de nullité, l'objet de la perquisition et son but.

(4) La perquisition et la saisie s'effectuent sous l'autorité et le contrôle du juge qui les a autorisées. Il désigne un ou plusieurs officiers de police judiciaire chargés d'assister à ces opérations et de le tenir informé de leur déroulement. Si les nécessités de l'enquête l'exigent, le juge peut, après en avoir donné avis au procureur d'Etat de son tribunal, se transporter avec son greffier dans toute l'étendue du territoire national pour assister aux perquisitions.

Le juge assisté de son greffier peut se rendre dans les locaux pendant l'intervention. A tout moment, il peut décider la suspension ou l'arrêt de la perquisition.

(5) L'ordonnance visée au premier alinéa du paragraphe 3 est susceptible des voies de recours comme en matière d'ordonnances du juge d'instruction. Les voies de recours ne sont pas suspensives.

(6) La perquisition ne peut commencer avant six heures trente minutes ni après vingt heures.

(7) La perquisition doit être effectuée en présence du dirigeant de l'entreprise ou de l'occupant des lieux ou de leur représentant.

Les enquêteurs, le dirigeant ou l'occupant ou leur représentant ainsi que les officiers de police judiciaire peuvent seuls prendre connaissance des pièces et documents avant leur saisie.

(8) Les objets et documents et autres choses saisis sont inventoriés dans le procès-verbal. Si leur inventaire sur place présente des difficultés, ils font l'objet de scellés jusqu'au moment de leur inventaire, en présence des personnes qui ont assisté à la perquisition.

(9) Le procès-verbal des perquisitions et des saisies est signé par le dirigeant de l'entreprise ou l'occupant des lieux ou leur représentant et par les personnes qui y ont assisté; en cas de refus de signer, le procès-verbal en fait mention. Il leur est laissé copie du procès-verbal.

⁴² Amendement parlementaire.

(10) La présence de l'avocat est autorisée pendant toute la procédure de perquisition et de saisie.

(11) Les objets et documents et autres choses saisis sont déposés à l'Inspection de la concurrence ou confiés à un gardien de la saisie.

(12) Le rapporteur général ou le rapporteur délégué peuvent ordonner d'office et à tout moment la mainlevée totale ou partielle des saisies effectuées.

(13) Les intéressés peuvent obtenir, à leurs frais, copie ou photocopie des documents saisis.

~~(2) La décision indique, sous peine de nullité, l'objet et le but de l'inspection, fixe la date à laquelle elle commence et signale que la décision est susceptible de recours. Elle expose notamment les motifs qui ont conduit le Conseil à conclure qu'il existe un soupçon au sens du paragraphe 1.~~

~~(3) Une décision prise conformément au paragraphe 1 ne peut être exécutée sans autorisation préalable du Président du Tribunal d'Arrondissement ou de son délégué. Le Président du Tribunal Arrondissement ou son délégué vérifie l'objet et l'opportunité de la demande d'autorisation.~~

~~La requête comporte tous les éléments d'information de nature à justifier une demande de perquisition ou de saisie.~~

~~L'ordonnance du juge est susceptible de recours.~~

~~(4) Les perquisitions et saisies effectuées par l'Inspection ne peuvent se dérouler en l'absence de l'occupant des lieux ou de son représentant. Elles ne peuvent, sous peine de nullité, être commencées avant six heures trente minutes ni après vingt heures.~~

~~L'assistance de la force publique peut être requise.~~

~~Le déroulement de la perquisition et de la saisie est consigné dans un procès-verbal.~~

~~Une copie de l'ordonnance autorisant la perquisition ou la saisie est annexée au procès-verbal sous peine de nullité.~~

~~Les pièces ou documents saisis sont confiés à un gardien de saisie.~~

~~L'Inspection peut être désignée gardienne de la saisie.~~

~~(5) Le Président du Tribunal d'Arrondissement ou son délégué contrôle si la décision du Conseil est authentique et si les mesures coercitives envisagées ne sont ni arbitraires ni excessives eu égard notamment à la gravité de la violation suspectée, à l'importance des éléments de preuve recherchés, à l'implication de l'entreprise concernée et à la probabilité raisonnable que les livres et documents liés à l'objet de l'inspection soient conservés dans les locaux dont l'inspection est demandée. Le Président du Tribunal d'Arrondissement ou son délégué peut demander au Conseil des explications détaillées sur les éléments qui lui sont nécessaires pour pouvoir contrôler la proportionnalité des mesures coercitives envisagées. Le Président du Tribunal d'Arrondissement ou son délégué peut remettre en cause la nécessité d'une inspection et exiger la communication des informations figurant dans le dossier du Conseil.~~

Art. 16 17. Expertises

~~Le Conseil L'Inspection⁴³ peut dans le cadre de l'application de la présente loi désigner des experts, dont elle détermine précisément la mission.~~

Section III – Sanctions

Art. 17 18. Amendes

(1) Le Conseil peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des amendes, lorsque, intentionnellement ou non,

1) elles fournissent un renseignement inexact ou dénaturé en réponse à une demande faite en application de l'article 13, paragraphe 2;

⁴³ Page 21, avis du Conseil d'Etat.

- 2) en réponse à une demande faite par voie de décision prise en application de l'article 13, paragraphe 3, elles fournissent un renseignement inexact, incomplet ou dénaturé ou ne fournissent pas un renseignement dans le délai prescrit;
- 3) elles présentent de façon incomplète, lors des inspections effectuées au titre de l'article 15, les livres ou autres documents professionnels requis, ou ne se soumettent pas aux inspections ordonnées par voie de décision prise en application de l'article 15, paragraphes 2 et 4;
- 4) elles commettent une infraction aux dispositions **des articles 3 à 5 de la présente loi ou aux articles**⁴⁴ 81 ou 82 du Traité; ou
- 5) elles contreviennent à une décision ordonnant des mesures provisoires prises au titre de l'article 11 **ou à une décision prise au titre de l'article 12.**⁴⁵

~~(1) Est puni d'une amende de 251 à 50.000 euros, le fait par une entreprise ou une association d'entreprises, de propos délibéré ou par négligence:~~

- ~~1) de fournir un renseignement inexact ou dénaturé en réponse à une demande faite en application de l'article 12, paragraphe 2;~~
- ~~2) en réponse à une demande faite par voie de décision prise en application de l'article 12, paragraphe 3, de fournir un renseignement inexact, incomplet ou dénaturé ou de ne pas fournir un renseignement dans le délai prescrit;~~
- ~~3) de présenter de façon incomplète, lors des inspections effectuées au titre de l'article 14 les livres ou autres documents professionnels requis, ou de ne pas se soumettre pas aux inspections ordonnées par voie de décision prise en application de l'article 14, paragraphe 4;~~
- ~~4) en réponse à une question posée conformément à l'article 14, paragraphe 2, point 4),~~
 - ~~a) de fournir une réponse incorrecte ou dénaturée, ou~~
 - ~~b) d'omettre de rectifier dans un délai fixé par le Conseil une réponse incorrecte, incomplète ou dénaturée donnée par un membre du personnel, ou~~
 - ~~e) d'omettre ou de refuser de fournir une réponse complète sur des faits en rapport avec l'objet et le but d'une inspection ordonnée par une décision adoptée conformément à l'article 14, paragraphe 4.~~

~~(2) Le Conseil peut, par voie de décision, infliger des amendes aux entreprises et associations d'entreprises lorsque, de propos délibéré ou par négligence:~~

- ~~1) elles commettent une infraction aux dispositions des articles 3 à 5 de la présente loi ou aux articles 81 ou 82 du Traité; ou~~
- ~~2) qu'elles contreviennent à une décision ordonnant des mesures conservatoires prise au titre de l'article 11.~~

~~(3) (2) Les amendes prévues au paragraphe précédent sont proportionnées à la gravité et à la durée des faits⁴⁶ Le Conseil peut infliger une amende proportionnée à la gravité des faits reprochés, à l'importance du dommage causé à l'économie, à la situation de l'entreprise sanctionnée ou du groupe auquel l'entreprise appartient et à l'éventuelle réitération de pratiques prohibées par la présente loi.~~

Les amendes sont déterminées individuellement pour chaque entreprise sanctionnée et de façon motivée pour chaque amende.

Le montant maximum de l'amende prononcé sur base ~~du paragraphe 2~~ des paragraphes précédents est de 10 ~~p. 100~~ pour cent du montant du chiffre d'affaires mondial hors taxes le plus élevé réalisé au cours d'un des exercices clos depuis l'exercice précédant celui au cours duquel les pratiques ont été mises en œuvre. Si les comptes de l'entreprise concernée ont été consolidés ou combinés en vertu des textes applicables à sa forme sociale, le chiffre d'affaires pris en compte est celui figurant dans les comptes consolidés ou combinés de l'entreprise consolidante ou combinante.

⁴⁴ Proposition de la Commission parlementaire, oubli du Conseil d'Etat.

⁴⁵ Pages 22 et 23, avis du Conseil d'Etat. Références aux articles changés suite à l'insertion d'un nouvel article 12 (Engagements) et suppression du point 4) du premier paragraphe.

⁴⁶ Page 23, avis du Conseil d'Etat.

~~Le Conseil peut ordonner la publication, la diffusion ou l’affichage de sa décision ou d’un extrait de celle-ci selon les modalités qu’il précise.⁴⁷~~

~~(4) Pour déterminer le montant de l’amende, il y a lieu de prendre en considération, outre la gravité de l’infraction, la durée de celle-ci.~~

(3) Sont tenus de fournir les renseignements demandés les propriétaires des entreprises exploitées par des personnes physiques ou leurs représentants légaux détenteurs de l’autorisation d’établissement, inscrits ou non au Registre de commerce et des sociétés. Pour les entreprises exploitées sous forme de société ou d’association, il s’agit des gérants, administrateurs délégués ou, en cas de défaut, des présidents du conseil d’administration ou administrateurs, ou autres dirigeants effectifs de droit ou de fait. Les avocats dûment mandatés peuvent fournir les renseignements demandés au nom de leurs mandants. Ces derniers restent pleinement responsables du caractère complet, exact et non dénaturé des renseignements fournis.⁴⁸

~~(5) (4) Le recouvrement des amendes est confié à l’Administration de l’Enregistrement et des Domaines.~~

Art. 18 19. Immunité et réduction des amendes

(1) Le Conseil peut exempter une entreprise de toute amende lorsque celle-ci est la première à dénoncer une entente sur l’existence de laquelle ni le Conseil ni l’Inspection ne disposent d’information.

(2) Le Conseil peut réduire l’amende infligée à une entreprise lorsque celle-ci dénonce une entente avant l’envoi d’une communication des griefs.⁴⁹

~~(1) Le Conseil exempt une entreprise de toute amende lorsque celle-ci est la première à dénoncer une entente sur l’existence de laquelle le Conseil ne dispose pas d’informations.~~

~~(2) Le Conseil réduit l’amende infligée à une entreprise lorsque celle-ci dénonce une entente avant l’envoi d’une communication des griefs.~~

- (3) Une entreprise peut bénéficier de l’immunité ou d’une réduction de l’amende si:
- elle fournit au Conseil ou à l’Inspection⁵⁰ la totalité des éléments de preuve et des informations en sa possession concernant l’entente présumée et lui apporte une coopération totale et permanente jusqu’à l’adoption d’une décision finale par le Conseil;
 - elle met fin à sa participation à l’entente au plus tard au moment où elle dénonce celle-ci au Conseil ou à l’Inspection⁵¹;
 - le Conseil ou l’Inspection⁵² ne disposent pas d’éléments qui prouvent que l’entreprise a contraint d’autres entreprises, par sa puissance économique ou de toute autre manière, à participer à l’activité illégale.

(4) A la suite de la démarche de l’entreprise, le Conseil, à la demande ~~d’un~~ du rapporteur général ou de son délégué⁵³, adopte un avis de clémence, qui précise les conditions auxquelles est subordonnée l’immunité ou la réduction de l’amende, après que l’entreprise concernée a présenté ses observations; cet avis est transmis à l’entreprise et n’est pas publié.

⁴⁷ Page 23, avis du Conseil d’Etat.

⁴⁸ Page 17, avis du Conseil d’Etat.

⁴⁹ Page 24, avis du Conseil d’Etat.

⁵⁰ Page 24, avis du Conseil d’Etat.

⁵¹ Page 24, avis du Conseil d’Etat.

⁵² Proposition de la Commission parlementaire, oubli du Conseil d’Etat.

⁵³ Page 24, avis du Conseil d’Etat.

Art. 19 20. Astreintes

(1) Le Conseil peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des astreintes jusqu'à concurrence de ~~5 p. 100~~ pour cent⁵⁴ du chiffre d'affaires journalier moyen réalisé au cours de l'exercice social précédent par jour de retard à compter de la date qu'elle fixe dans sa décision, pour les contraindre:

- 1) à mettre fin à une infraction aux dispositions des articles 3 à 5 ou des articles 81 ou 82 du Traité conformément à une décision prise en application de l'article 10;
- 2) à respecter une décision ordonnant des mesures conservatoires prises en application ~~de de l'article 11~~ de l'article 12,⁵⁵ ou une décision relative à des engagements prise en application de l'article 12;⁵⁵
- 3) à fournir de manière complète et exacte un renseignement qu'elle a demandé par voie de décision prise en application de l'article ~~12~~ 13, paragraphe 3 ;
- 4) ~~à se soumettre à une inspection qu'elle a ordonnée par voie de décision en application de l'article 14, paragraphe 4.~~⁵⁶

(2) Lorsque les entreprises ou les associations d'entreprises ont satisfait à l'obligation pour l'exécution de laquelle l'astreinte a été infligée, le Conseil peut fixer le montant définitif de celle-ci à un chiffre inférieur à celui qui résulte de la décision initiale.

(3) Le recouvrement de l'astreinte est confié à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

*Section IV – Prescriptions***Art. 20 21. Prescription en matière d'imposition de sanctions**

(1) Le pouvoir conféré au Conseil en vertu des articles ~~17~~ 18 à ~~19~~ 20 est soumis aux délais de prescription suivants:

- a) trois ans en ce qui concerne les infractions aux dispositions relatives aux demandes de renseignements ~~ou à l'exécution d'inspections~~⁵⁷;
- b) cinq ans en ce qui concerne les autres infractions.

(2) La prescription court à compter du jour où l'infraction a été commise. Toutefois, pour les infractions continues ou répétées, la prescription ne court qu'à compter du jour où l'infraction a pris fin.

(3) La prescription en matière d'imposition d'amendes ou d'astreintes est interrompue par tout acte du Conseil ou de l'Inspection. L'interruption de la prescription prend effet le jour où l'acte est notifié à au moins une entreprise ou association d'entreprises ayant participé à l'infraction. Constituent notamment des actes interrompant la prescription:

- 1) les demandes de renseignements écrites du Conseil ou de l'Inspection;
- 2) les mandats écrits d'inspection délivrés aux agents de l'Inspection par ~~le Président du Conseil le rapporteur général ou son délégué~~⁵⁸;
- 3) la communication des griefs retenus par ~~le Conseil~~ l'Inspection⁵⁹.

(4) L'interruption de la prescription vaut à l'égard de toutes les entreprises et associations d'entreprises ayant participé à l'infraction.

(5) La prescription court à nouveau à partir de chaque interruption. Toutefois, la prescription est acquise au plus tard le jour où un délai égal au double du délai de prescription arrive à expiration sans

⁵⁴ Page 24, avis du Conseil d'Etat.

⁵⁵ Proposition de la Commission parlementaire, suite à l'insertion d'un nouvel article 12 relatif aux engagements.

⁵⁶ Page 24, avis du Conseil d'Etat.

⁵⁷ Page 25, avis du Conseil d'Etat.

⁵⁸ Page 25, avis du Conseil d'Etat.

⁵⁹ Proposition de la Commission parlementaire, oubli du Conseil d'Etat.

que le Conseil ait prononcé une amende ou astreinte. Ce délai est prorogé de la période pendant laquelle la prescription est suspendue conformément au paragraphe 6.

(6) La prescription en matière d'imposition d'amendes ou d'astreintes est suspendue aussi longtemps que la décision du Conseil fait l'objet d'une procédure pendante devant le Tribunal Administratif.

Art. ~~21~~ 22. Prescription en matière d'exécution des sanctions

(1) Les amendes et les astreintes prononcées en application des articles **18 à 20** se prescriront par 5 années révolues.⁶⁰

~~(1) Le pouvoir du Conseil d'exécuter les décisions prises en application des articles 17 à 19 est soumis à un délai de prescription de cinq ans.~~

(2) La prescription court à compter du jour où la décision est devenue définitive.

(3) La prescription en matière d'exécution des sanctions est interrompue:

- a 1) par la notification d'une décision modifiant le montant initial de l'amende ou de l'astreinte ou rejetant une demande tendant à obtenir une telle modification;
- b 2) par tout acte de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines visant au recouvrement forcé de l'amende ou de l'astreinte.

(4) La prescription court à nouveau à partir de chaque interruption.

(5) La prescription en matière d'exécution des sanctions est suspendue:

- 1) aussi longtemps qu'un délai de paiement est accordé;
- 2) aussi longtemps que l'exécution forcée du paiement est suspendue en vertu d'une décision juridictionnelle.

Section V – Communication des griefs, accès au dossier, audition et secret professionnel

Art. ~~22~~ 23. Communication des griefs

Lorsqu'il relève des faits susceptibles d'entrer dans son domaine de compétence et avant de prendre des décisions prévues aux articles 10, 11 et ~~17~~ 18, premier paragraphe, 5) et, paragraphe 3 2, ~~le Conseil~~ l'Inspection⁶¹ communique aux entreprises ou aux associations d'entreprises concernées les griefs formulés contre elles et précise clairement la nature et l'appréciation juridique des faits à l'origine de l'ouverture de la procédure et le délai accordé au destinataire de la communication pour y répondre.

Si ~~le Conseil~~ l'Inspection constate au cours de la procédure que sont apparus des faits nouveaux éventuellement répréhensibles, ou au contraire que certains griefs méritent d'être abandonnés, ~~il~~ elle adresse aux entreprises concernées une nouvelle communication des griefs ou une communication des griefs modifiée.

Le délai de réponse accordé au destinataire de la communication des griefs et de la communication des griefs nouvelle ou modifiée est adressée aux parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Le délai de réponse ne saurait être inférieur à un mois.

Art. ~~23~~ 24. Accès au dossier, audition des parties, des plaignants et des autres parties

(1) Les parties ont accès au dossier à la base de la communication des griefs qui leur est adressée et peuvent prendre librement connaissance de toutes les pièces qui seront ajoutées par la suite.

Tous les documents sont mis à la disposition des parties ou de leurs mandataires dans les bureaux de l'Inspection, à compter du jour de l'envoi de la communication des griefs ainsi que huit jours avant toute mesure d'instruction.

⁶⁰ Page 25, avis du Conseil d'Etat.

⁶¹ Page 25, avis du Conseil d'Etat.

Les personnes habilitées à consulter le dossier peuvent librement prendre copie des documents mis à leur disposition.

~~(1) Les parties doivent être en mesure de prendre connaissance des pièces à la base de la communication des griefs qui leur est adressée, à l'exception de celles qui sont de nature à révéler des secrets d'affaires ou des informations confidentielles.~~

~~Les documents accessibles sont mis à la disposition des parties ou de leurs représentants à l'Inspection, à compter de l'envoi de la communication des griefs.~~

~~Les personnes habilitées à consulter le dossier peuvent librement prendre copie des documents mis à leur disposition selon des modalités déterminées par le règlement intérieur du Conseil.~~

(2) Les secrets d'affaires ou les informations confidentielles transmises par les entreprises au cours de l'enquête et dont elles ont sollicité la non-divulgence par une demande écrite et spécialement motivée, ne sont pas communicables lorsque la confidentialité de tout ou partie de ces documents est avérée.⁶²

~~De même, les documents ou partie de documents permettant d'identifier certaines personnes ne sont pas communicables lorsqu'il apparaît que la révélation de leur identité serait de nature à leur causer un préjudice d'une particulière gravité. Les personnes entendues désirant garder l'anonymat doivent présenter une demande écrite et spécialement motivée.~~

~~Le droit d'accès au dossier ne s'étend pas aux informations confidentielles et aux documents internes de l'autorité de concurrence, des autorités de concurrence des États membres ou de la Commission européenne. En particulier, le droit d'accès ne s'étend pas à la correspondance entre l'autorité de concurrence et les autorités de concurrence des États membres ou la Commission européenne ou entre ces dernières. Aucune disposition de la présente loi n'empêche le Conseil de divulguer et d'utiliser des informations nécessaires pour apporter la preuve d'une infraction.~~

(2 3) Il appartient aux entreprises ou aux personnes intéressées de revendiquer auprès du rapporteur général ou de son délégué le caractère secret ou confidentiel des informations qu'elles ont communiquées.

~~Lorsqu'il estime que la divulgation de tout ou partie des documents risquerait de leur causer un préjudice, le rapporteur général ou son délégué demande aux entreprises concernées ou aux personnes intéressées de préciser la nature des informations qu'elles estiment couvertes par le secret des affaires ou la confidentialité.⁶³~~

~~(3) Le Président du Conseil ou son délégué statue sur les demandes qui lui sont faites et détermine le degré de confidentialité de chaque pièce figurant au dossier. Il peut décider de faire droit à la demande de l'entreprise concernée ou de la personne intéressée, ou de supprimer les seules informations véritablement secrètes ou confidentielles des documents incriminés.~~

~~(4) La décision du Président du Conseil ou son délégué est notifiée aux entreprises concernées ou aux personnes intéressées par lettre recommandée avec accusé de réception.~~

(5) (4) Les décisions du Président du Conseil rapporteur général ou de son délégué refusant totalement ou partiellement de faire droit aux demandes de confidentialité présentées par les entreprises ou les personnes intéressées sont notifiées aux entreprises par lettre recommandée avec accusé de réception en indiquant les délais et voies de recours ouverts contre la décision.⁶⁴ peuvent être déférées devant le Président du Tribunal Administratif dans les 15 jours suivant la réception de la notification de la décision.

~~Les parties peuvent contester, dans les 15 jours suivant la réception de la communication des griefs, devant le Président du Tribunal Administratif, les décisions du Président du Conseil ou de son délégué leur refusant l'accès à certaines pièces ou éléments du dossier.~~

⁶² Amendement parlementaire.

⁶³ Amendement parlementaire.

⁶⁴ Amendement parlementaire.

~~(6)~~ (5) Avant de prendre les décisions prévues aux articles 10, 11 et ~~17~~ 18, premier paragraphe, 5) et paragraphe 3 ~~2~~, le Conseil donne aux entreprises et associations d'entreprises, lors d'une audition qui a lieu dans ~~le~~ les deux⁶⁵ mois qui ~~suit~~ suivent la notification de la communication des griefs, l'occasion de faire connaître leur point de vue au sujet des griefs retenus.

Lors de l'audition, le Conseil entend successivement le rapporteur, les parties plaignantes, le ministre ayant dans ses attributions l'Economie ou son représentant, muni d'un pouvoir spécial, et les parties poursuivies.

Si le Conseil le juge nécessaire, il peut également, lors d'une audition, entendre d'autres personnes physiques ou morales. Si des personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt suffisant demandent à être entendues, il doit être fait droit à leur demande.

~~Le Conseil prend sa décision dans les deux mois à compter de la clôture des débats.~~⁶⁶

Art. ~~24~~ 25. Secret professionnel

(1) Les membres du Conseil et les agents de l'Inspection ainsi que les experts désignés en vertu de l'article ~~16~~ 17 ou toute autre personne dûment mandatée par le Conseil sont soumis au respect du secret professionnel prévu à l'article 458 du Code pénal, même après la fin de leurs fonctions.

(2) Les membres du Conseil et les agents de l'Inspection sont tenus de garder le secret des délibérations et des informations qui leur auraient été fournies dans l'accomplissement de leurs fonctions.

(3) Les informations recueillies en application de la présente loi ne peuvent être utilisées qu'aux fins auxquelles elles ont été recueillies.⁶⁷

~~(2) Le Conseil et les agents de l'Inspection agissant dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions ne peuvent se voir opposer le secret professionnel.~~

Section VI – Voies de recours

Art. ~~25~~ 26. Recours contre les décisions du Conseil

(1) Un recours en annulation devant le tribunal administratif est ouvert contre les décisions du Conseil.

(2) Toutefois, un recours en réformation devant le tribunal administratif est ouvert contre les décisions du Conseil prises en vertu des articles 18 et 19. Il doit être intenté dans un délai de deux mois.

~~Un recours en annulation devant le Tribunal Administratif est ouvert contre les décisions du Conseil. Toutefois, un recours en réformation devant le Tribunal Administratif est ouvert contre les décisions du Conseil prises en vertu de l'article 17, paragraphe 3 et de l'article 18. Il doit être intenté dans un délai de deux mois qui court à partir de la notification de la décision par lettre recommandée.~~

Section VII – Coopération et assistance

Art. ~~26~~ 27. Coopération avec la Commission européenne et les autres autorités de concurrence des Etats membres

(1) Le Conseil et l'Inspection peuvent, pour ce qui relève de leurs compétences respectives, communiquer les informations ou les documents qu'ils détiennent ou qu'ils recueillent, à leur demande, à la Commission européenne ou aux autorités de concurrence des autres Etats membres exerçant des compétences analogues, sous réserve de réciprocité, et à condition que l'autorité nationale compétente de l'autre Etat membre concerné soit soumise au secret professionnel avec les mêmes garanties qu'au Grand-Duché de Luxembourg.

⁶⁵ Proposition du Conseil d'Etat de prolonger le délai.

⁶⁶ Amendement parlementaire.

⁶⁷ Pages 27 et 28, avis du Conseil d'Etat.

(2) L'obligation de secret professionnel ne fait pas obstacle à la communication par le Conseil et l'Inspection des informations ou documents qu'elle détient ou qu'elle recueille, à leur demande, à la Commission européenne et aux autorités de concurrence des autres Etats membres exerçant des compétences analogues et astreintes aux mêmes obligations de secret professionnel, en conformité avec le paragraphe 1er.

(3) L'assistance demandée par une autorité de concurrence d'un autre Etat membre, indiquée au paragraphe 1er, en vue de la conduite d'enquêtes ou de la transmission d'informations détenues ou recueillies est refusée lorsque l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, aux intérêts économiques essentiels ou à l'ordre public luxembourgeois ou lorsqu'une procédure pénale a déjà été engagée au Grand-Duché de Luxembourg sur base des mêmes faits et contre les mêmes personnes, ou bien lorsque celles-ci ont déjà été sanctionnées par une décision définitive pour les mêmes faits.⁶⁸

~~(1) Le Conseil peut, pour ce qui relève de ses compétences, communiquer les informations ou les documents qu'il détient ou qu'il recueille, à leur demande, à la Commission européenne ou aux autres autorités de concurrence des Etats membres exerçant des compétences analogues, sous réserve de réciprocité, et à condition que l'autorité nationale de l'autre Etat membre concerné étrangère compétente soit soumise au secret professionnel avec les mêmes garanties qu'au Grand-Duché de Luxembourg.~~

~~(2) L'obligation de secret professionnel ne fait pas obstacle à la communication par l'autorité de concurrence des informations ou documents qu'elle détient ou qu'elle recueille, à leur demande, à la Commission européenne et aux autorités des autres Etats exerçant des compétences analogues et astreintes aux mêmes obligations de secret professionnel.~~

~~(3) L'assistance demandée par une autorité nationale de concurrence étrangère exerçant des compétences analogues pour la conduite d'enquêtes ou la transmission d'informations détenues ou recueillies par l'autorité de concurrence est refusée par celle-ci lorsque l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, aux intérêts économiques essentiels ou à l'ordre public luxembourgeois ou lorsqu'une procédure pénale a déjà été engagée au Grand-Duché de Luxembourg sur la base des mêmes faits et contre les mêmes personnes, ou bien lorsque celles-ci ont déjà été sanctionnées par une décision définitive pour les mêmes faits.~~

Art. 27 28. Assistance à la Commission européenne

(1) Le Conseil et l'Inspection est sont l'autorité les autorités compétentes⁶⁹ à l'effet de recueillir les communications et d'assumer les devoirs respectivement visés aux articles 11, 12, 14, 15, 18 à 21 et 29 du Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du Traité et aux articles 6, 9, 11, 12, 13, 19 et 24 du Règlement (CE) No 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises⁷⁰.

~~Les fonctionnaires de la carrière supérieure et ceux de la carrière moyenne, à partir du grade d'inspecteur, de l'Inspection sont habilités à procéder aux vérifications prescrites par la Commission des communautés européennes sur la base du Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 susdit ainsi qu'à celles visées aux articles 9, 12 et 13 du Règlement (CE) No 139/2004 susdit.~~

~~Aux effets ci-dessus, le Président du Conseil délivre à celui ou ceux des fonctionnaires visés ci-dessus un mandat écrit qui indique l'objet et le but des enquêtes et vérifications.~~

Aux effets ci-dessus, le rapporteur général ou le rapporteur délégué délivre à celui ou ceux des fonctionnaires ci-dessus un mandat écrit qui indique, sous peine de nullité, l'objet et le but des enquêtes et vérifications. Les fonctionnaires sont investis des pouvoirs prévus à l'article 20, paragraphe 2, du Règle-

⁶⁸ Pages 28 et 29, avis du Conseil d'Etat.

⁶⁹ Page 29, avis du Conseil d'Etat.

⁷⁰ Publié au Journal officiel de l'Union européenne du 29 janvier 2004, L24, page 1 et suivantes.

ment (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 susdit ou à l'article 13, paragraphe 2, du Règlement (CE) No 139/2004 susdit.⁷¹

~~Les fonctionnaires mandatés conformément à l'alinéa qui précède sont investis des pouvoirs prévus à l'article 20, paragraphe 2, du Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 susdit ou à l'article 13, paragraphe 2, du Règlement (CE) No 139/2004 susdit.~~

~~Lorsque les fonctionnaires sont appelés à prêter assistance à la Commission européenne au titre de l'article 13 du Règlement (CE) No 139/2004 susdit, une autorisation préalable du juge d'instruction territorialement compétent doit être sollicitée.~~

~~L'assistance de la force publique peut être requise.~~

(2) Lorsque les fonctionnaires mandatés sont appelés à prêter assistance à la Commission européenne au titre de l'article 13 du Règlement (CE) No 139/2004 susdit, une autorisation délivrée par ordonnance du président du tribunal d'arrondissement compétent est requise. La procédure applicable est celle prévue aux alinéas 3 à 13 de l'article 15 de la présente loi.

~~une autorisation préalable du juge d'instruction territorialement compétent doit être sollicitée pour exécuter la décision de la Commission européenne.~~

~~L'assistance de la force publique peut être requise~~ réquisitionnée.

(3) Lorsque les fonctionnaires mandatés sont appelés à prêter assistance à la Commission européenne au titre de l'article 21 du Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 susdit, une autorisation délivrée par ordonnance du président du tribunal d'arrondissement compétent est requise. La procédure applicable est celle prévue aux alinéas 3 à 13 de l'article 16 de la présente loi.

~~L'assistance de la force publique peut être réquisitionnée.~~⁷²

Art. 28 29. *Coopération avec les juges*

Pour l'application de la présente loi, ~~le Conseil l'Inspection~~ peut, devant les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, déposer des conclusions. Avec l'autorisation de la juridiction en question, ~~le Conseil l'Inspection~~ peut aussi présenter des observations orales. ~~H Elle~~ peut également produire des procès-verbaux et des rapports d'enquête.⁷³

Art. 29 30. *Coopération avec les régulateurs sectoriels*

Le Conseil et l'Inspection sont ~~est~~ autorisés à demander aux régulateurs sectoriels des informations, y compris des informations confidentielles, nécessaires dans le cadre de l'application de la présente loi.⁷⁴

Chapitre III – Dispositions spécifiques, modificatives, abrogatoires et finales

Art. 30 31. *Dispositions spécifiques*

Le ministre ayant dans ses attributions l'Economie est l'autorité compétente à l'effet de recueillir les communications et d'assurer les devoirs visés à l'article 22, paragraphe 6 du règlement (CE) No 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE.

Les fonctionnaires de la carrière supérieure et ceux de la carrière moyenne ~~à partir du grade d'inspecteurs~~⁷⁵ du Ministère de l'Economie peuvent prêter assistance à la Commission européenne au titre de l'article 22 du règlement (CE) No 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE. A cet effet, le ministre ayant dans ses attributions l'Economie délivre un mandat écrit à celui ou ceux des fonctionnaires visés ci-dessus. Ils exercent les pouvoirs prévus par l'article 22 du règlement susdit concurremment avec les agents de la Commission européenne.

⁷¹ Amendement parlementaire.

⁷² Amendement parlementaire.

⁷³ Page 30, avis du Conseil d'Etat.

⁷⁴ Page 30, avis du Conseil d'Etat.

⁷⁵ Amendement parlementaire.

Art. 31 32. Dispositions modificatives et abrogatoires

La loi du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives est abrogée.

La loi modifiée du 2 septembre 1993 créant les conditions requises pour l'application

1. de la loi modifiée du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives
2. du règlement No 17 du Conseil de la Communauté européenne du 6 février 1962, pris en exécution des articles 85 et 86 du Traité de Rome
3. du règlement (CEE) No 4064/89 du 21 décembre 1989 relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises
4. du règlement (CE) No 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE, est abrogée.

La loi du 7 juillet 1983, modifiant la loi du 30 juin 1961 ayant pour objet entre autres d'abroger et de remplacer l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944 portant création d'un office des prix, est abrogée.

Toutefois, le règlement grand-ducal du 13 décembre 1988 concernant les prix des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués; et le règlement grand-ducal du 14 mai 2001 fixant des prix maxima pour courses de taxi, pris sur base de l'article 2, alinéa 2 de la présente loi⁷⁶ ainsi que le règlement grand-ducal du 7 septembre 2001 relatif à l'indication des prix des produits et services restent en vigueur. Les infractions à ces règlements sont punies d'une amende de 251 à 50.000 euros.

La loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit:

- 1) A l'article 22, section IV, numéro 9 est ajoutée la mention suivante: „Président du Conseil ~~indépendant~~ de la concurrence“.
- 2) A l'annexe A – classification des fonctions – la rubrique I, „Administration générale“, est modifiée et complétée comme suit:
„Au grade 17 est ajoutée la mention suivante: „Conseil ~~indépendant~~ de la concurrence – Président“.“
- 3) A l'annexe D – Détermination – la rubrique I, „Administration générale“, est modifiée et complétée comme suit:
„A la carrière supérieure de l'administration, au grade 12 de la computation de la bonification d'ancienneté, est ajoutée au grade 17 la mention suivante: „Président du Conseil ~~indépendant~~ de la concurrence“.“

Art. 32 33. Dispositions transitoires

(1) Les affaires pendantes devant la Commission des Pratiques commerciales restrictives en vertu de loi modifiée du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives et non encore clôturées après l'entrée en vigueur de la présente loi seront traitées par le Conseil. Le Conseil appliquera aux affaires pendantes les règles de fond de la loi modifiée du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives et aura le pouvoir d'appliquer les articles 81 et 82 du Traité.

(2) Jusqu'au 1er mai 2004, les obligations découlant des articles 10, 11, 13 et 14 du règlement No 17 du Conseil de la Communauté économique européenne du 6 février 1962 et des articles 6, 9, 11, 12, 13, 19 et 24 du règlement (CEE) No 4064/89 du Conseil du 21 décembre 1989 relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises sont assumées par les agents de l'Inspection. Ils exercent les pouvoirs prévus par l'article 22 du règlement susdit concurremment avec les agents de la Commission européenne.

Art. 33 34. Entrée en vigueur

La présente loi entrera en vigueur trois jours après sa publication au Mémorial.

⁷⁶ Amendement parlementaire.

